

DNS-News.fr

**Le Club Noms
de domaine**

<http://www.club-nd.fr>

DNS News n°133

Mai 2009

Chers Amis,

DNS News fête ses 11 ans ce mois-ci ! Au menu, beaucoup de brèves qui témoignent du dynamisme des 270 et quelques extensions existant à l'heure actuelle, en attendant l'apparition de quelques centaines d'autres vraisemblablement à partir de 2011.

Un article de fond centré sur les grands points de l'actualité : la gouvernance de l'internet et ses débats toujours renouvelés, les préoccupations sécuritaires toujours plus sensibles, le second marché qui reprend des couleurs et le processus de création des nouvelles extensions, fort décrié mais sur lequel se focalise déjà une grande part de l'énergie, de l'imagination et des capitaux de maints acteurs.

Je vous rappelle que les blogs et sites suivants valent toujours le détour :

- Celui de Cédric Manara, qui scrute l'actualité juridique :
<http://www.domaine.blogspot.com>
- Celui de Stéphane Bortzmeyer, pour l'actualité technique :
<http://www.bortzmeyer.org/>
- Celui de Rémy Sahuc, pour le « Second marché »
<http://www.blogodomains.com>
- et le site d'infos de David Goldstein, pour ceux qui veulent être informés des derniers événements en temps (presque) réel : <http://www.technewsreview.com.au>

En vous souhaitant une excellente lecture,

Loïc Damilaville

Editeur de DNS News

<http://www.dns-news.fr>

DNS News est diffusée gratuitement depuis 1998. N'hésitez pas à en parler autour de vous ou à faire des liens vers son site !

Pour s'abonner, il suffit d'écrire à dnsnews-subscribe@yahoogroups.com

Téléchargez le Livre blanc sur la gestion des noms de domaine en versions francophone ou anglophone sur <http://www.dns-news.fr>

SOMMAIRE

Edito : Plus qu'une seule chose à faire ?

Vie des extensions

AR (Argentine), ASIA, CN (Chine), CO (Colombie), CZ (République tchèque), DE (Allemagne), DK (Danemark), GAY, HK (Hong-kong), IE (Irlande), IN (Inde), INFO, IS (Islande), JP (Japon), KE (Kenya), ME (Monténégro), NG (Nigeria), NYC (New York City), PL (Pologne), PRO, TEL, TK (Tokelau), TRAVEL, UK (Royaume-Uni), UM (United Micronations Multi-Oceanic Archipelago), YU (Yougoslavie)

IL Y A 10 ANS

**DNS News n°13 – Mai 1999 - Pirates et marchands: à la conquête d'une nouvelle
« Frontier »**

DNS News n°133 – mai 2009

Edito : Plus qu'une seule chose à faire ?

La proposition de Viviane Reding, commissaire européen, de remplacer la tutelle du DoC par une supervision de l'ICANN au moyen d'un « G12 » a suscité maintes réactions dans le monde anglo-saxon. Faut-il le dire, ces réactions vont de la réserve prudente à l'opposition la plus virulente (1, 2, 3, 4), en passant par les traditionnels bilans de situation (5) et les visées de l'administration et des sénateurs américains (6, 7). Rien de très nouveau sous le soleil, les partisans d'une gouvernance unilatéralement américaine n'ayant manifestement rien oublié ni rien appris.

Les arguments déployés ne manquent pas d'humour, pris au second degré. On apprend ainsi (6) que « *The senators worry much of the progress ICANN has made could be jeopardized if its historic link to the United States is diminished.* » et que « *some stakeholders have suggested a temporary extension of the JPA to allow time to design and deploy a framework.* ». Cela fait 11 ans que cette « prolongation temporaire » est remise au goût du jour à chaque échéance de l'accord liant l'ICANN au DoC ; et le fait que les « progrès » (sic) réalisés par l'ICANN puissent être mis en péril par un relâchement du contrôle américain sur celle-ci montre combien l'hypothèse d'un « G12 » est tenue pour vraisemblable. En attendant, l'arsenal habituel est ressorti des placards, avec une nouvelle audition sénatoriale au sujet de l'ICANN le 4 juin prochain. Un certain courant sénatorial, mené par Rockefeller et Snowe, relie étroitement le contrôle de l'ICANN aux problématiques plus vastes de la « cyber warfare » (8, 9, 10), sujet sur lequel le président Obama s'est exprimé tout récemment sans prononcer une seule fois le terme « gouvernance »... (11). Bref, le bras de fer ne fait que (re)commencer, dans un contexte un peu épicé par les impatiences chinoises. Pékin a en effet indiqué (12, 13, 14) qu'elle était lasse d'un « Forum pour la Gouvernance de l'Internet » pouvant discuter de tout, sauf du contrôle de la racine, et soigneusement privé de tout pouvoir par les Etats-unis. La grogne va sans nul doute augmenter à mesure que l'échéance du JPA approchera et qu'il deviendra évident que Washington n'a pas l'intention de céder le contrôle de cet actif primordial dans les conflits qui s'annoncent.

La littérature traitant de cybersécurité, de cybers attaques, de cyber espionnage etc. augmente chaque mois. Et même en faisant la part des auteurs attirés par la perspective de vendre de l'expertise aux protagonistes, il est manifeste que cette dimension doit être prise en compte, par les Etats comme par les entreprises. Car ce qui fait l'originalité de la « cyber warfare » est qu'elle n'entre pas dans la catégorie des « armes conventionnelles ». Anéantissez le siège de Google au moyen de vos bombardiers dernier cri, ce sera un casus belli assuré ; faites crasher ses serveurs ou détruisez des données clefs dans son système, les suites diplomatiques ne dépasseront pas quelques questions insistantes sur l'origine de l'attaque. Mais un gouvernement peut plus facilement prétendre que des « hackers incontrôlés » opèrent à partir de son territoire que faire admettre l'existence d'une unité de bombardiers en rupture de ban.

L'actualité « Sécurité » de ce mois de mai a été marquée, au moins pour notre petit monde, par des attaques dirigées contre Google (15, 16) exploitant une technique – l'injection SQL – apparemment très connue des spécialistes, mais difficile à éviter du fait même de son caractère relativement simple (17). Comme l'indique l'un des experts, « la technique n'est pas neuve, mais les cibles le sont ». C'est en effet la première fois que des registres – et potentiellement des registrars – sont identifiés comme des cibles par des agresseurs utilisant cette attaque qui ne touche pas au DNS, mais se concentre sur les formulaires web. Toute société communiquant avec ses clients au moyen de formulaires web peut donc en être victime, certaines variantes incluant une brique « phishing ». Pour ce qui est du phishing, l'APWG (anti-phishing working group) a publié un rapport (18) mettant en évidence le fait que moins de 20% des noms utilisés dans des opérations de phishing ont vraiment été enregistrés par les « phishers », et moins de 3.5% contenaient des noms de marques. Le Vénézuéla se situe en tête des extensions les plus frappées en termes de densité de cas, le rapport soulignant combien ceux-ci préfèrent les « sous-noms de domaine » offerts par un fournisseur d'accès ou par un hébergeur.

S'il ne faut donc pas compter sur les « bad guys » pour entretenir le marché des noms de domaine, vers qui se tourner alors que les entreprises comme les particuliers se font de plus en plus économes ? L'un des grands registrars mondiaux, MelbourneIT, a reconnu lors de son AG que l'atmosphère s'est tendue au cours des cinq derniers mois, avec une perte nette de noms de domaine en termes de portefeuille géré (19). Les acteurs du second marché affichent pour leur part des sourires satisfaits, notant que le 1^{er} trimestre 2009 a été meilleur que le précédent et que si les grosses transactions se sont raréfiées, le nombre d'échanges reste particulièrement dynamique (20, 21, 22). Peut-être est-ce le signe que ce marché a réellement atteint un stade de maturité lui permettant d'affronter sereinement des périodes de ralentissement sur le 1^{er} marché.

C'est dans ce contexte paradoxal qu'avance, cahin-caha, le processus de créations de nouvelles extensions. L'ICANN a communiqué dessus le 7 mai en confirmant officiellement la période du 1^{er} trimestre 2010 comme étant la plus probable pour les dépôts de dossiers (23). Les projets sont de plus en plus nombreux à « sortir du bois » et l'on dresse des listes soigneusement tenues à jour (24), tandis que certains acteurs annoncent avoir reçu des centaines de milliers de pré-réservations sur un très grand nombre d'extensions potentielles (25). Il est vrai que ces pré-réservations sont gratuites et que le profil des clients n'est pas connu : 300 000 est par ailleurs un chiffre assez modeste si l'éventail couvre la cinquantaine d'extensions potentielles listées sur le site de Pool.com. Les articles persistant à noter que la demande reste très discrète contestent ces statistiques en leur déniaient la moindre valeur (26), les organisateurs de l'opération se refusant à préciser le nombre de « votants ». Et tandis que certains continuent à critiquer un processus ICANN paraissant de plus en plus engagé dans une logique de « ça passe ou ça casse » (27), d'autres comme Michele Neylon lancent des appels à la raison plein d'ironie soulignant qu'en dépit des espoirs qu'elles suscitent, les nouvelles extensions ne résoudront sans doute pas tous les problèmes de la planète (28).

Les Cassandre n'ont jamais manqué dans l'histoire de l'ICANN, mais ils semblent particulièrement nombreux lorsqu'on évoque ce sujet, et tous alignent des arguments mûrement réfléchis et convaincants (29, 30). Même les registres et registrars s'empêtrent dans des querelles nées de l'envie commune d'aller butiner sur les plates-bandes du voisin, au risque de gripper un modèle qui a fondé leur prospérité (31). Quant aux ayants droits, ils doivent se satisfaire des travaux de l'IRT (32) – menés rondement, et suivis d'une période de commentaires plutôt courte.

Face à tout cela, Paul Twomey et son successeur pourraient reprendre à leur compte le mot de Pierre-Georges Latécoère, père de l'Aéropostale : « *J'ai fait tous les calculs. Ils confirment l'opinion des spécialistes: notre idée est irréalisable. Il ne me reste plus qu'une chose à faire : la réaliser.* »... A moins qu'ils ne se contentent d'un « *Nuts* » plus sobre, mais moins politiquement correct dans le contexte propre à l'ICANN.

(1) Europe looks to wrest control of the web away from the US

<http://www.guardian.co.uk/technology/2009/may/05/europe-control-web-us>

(2) Eurocrat Wants U.S. Out Of ICANN

<http://www.informationweek.com/news/internet/policy/showArticle.jhtml?articleID=217201379>

(3) EU calls for Icann reform

<http://www.telecompaper.com/news/article.aspx?cid=670216>

(4) A "G12" to Oversee ICANN? Not Likely

http://www.circleid.com/posts/20090506_g12_to_oversee_icann_not_likely/

(5) Who Controls the Internet?

<http://www.weeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/016/515zoozk.asp>

(6) Senators push to monitor ICANN-government relationship

http://www.nextgov.com/nextgov/ng_20090521_3747.php

(7) Will Obama Re-Nationalize ICANN?

http://www.circleid.com/posts/20090517_will_obama_re_nationalize_icann/

(8) Hearing Scheduled to Examine Future Relationship of US and ICANN

http://www.circleid.com/posts/hearing_examine_future_relationship_us_and_icann/

(9) Obama Set to Create A Cybersecurity Czar With Broad Mandate

<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/05/25/AR2009052502104.html>

(10) Senators Continue Cyber Czar Crusade

<http://techdailydose.nationaljournal.com/2009/05/senators-continue-cyber-czar-c.php>

(11) REMARKS BY THE PRESIDENT ON SECURING OUR NATION'S CYBER INFRASTRUCTURE

http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-the-President-on-Securing-Our-Nations-Cyber-Infrastructure/

(12) China ready to pull the plug on IGF

http://blog.internetgovernance.org/blog/_archives/2009/5/14/4185706.html

(13) A Closer Look at China's Call for an End to the Internet Governance Forum

http://www.circleid.com/posts/20090520_closer_look_china_call_to_end_internet_governance_forum/

(14) China Calls for an End to the Internet Governance Forum

http://www.circleid.com/posts/20090514_china_calls_for_end_to_internet_governance_forum/

(15) Hackers Temporarily Seize Control Of Google Morocco Domain Name

<http://www.techcrunch.com/2009/05/09/hackers-temporarily-seize-control-of-google-morocco-domain-name/>

(16) Google blames DNS insecurity for Web site defacements

<http://www.infoworld.com/t/authentication-and-authorization/google-blames-dns-insecurity-web-site-defacements-722>

(17) Injection SQL

http://fr.wikipedia.org/wiki/Injection_SQL

(18) Rapport de l'APWG – mai 2009

http://www.apwg.com/reports/APWG_GlobalPhishingSurvey2H2008.pdf

(19) Tough times lead to domain name drop, says Melbourne IT

<http://www.domainnews.com/en/tough-times-lead-to-domain-name-drop-says-melbourne-it.html>

(20) The domain aftermarket staged a strong rebound

<http://dnjournal.com/archive/lowdown/2009/dailyposts/05-08-09.htm>

(21) Sedo's Q1 Domain Market Study

<http://www.sedo.com/links/showhtml.php3?Id=2399>

(22) Domain Name Sales Numbers Increase, But Values Fall: Sedo Study

<http://www.domainpulse.com/2009/05/26/domain-name-sales-numbers-increase-but-values-fall-sedo-study/>

(23) New gTLD Program Update

<http://www.icann.org/en/announcements/announcement-07may09-en.htm>

(24) New Top-Level Domains Emerging

http://www.circleid.com/posts/20090527_new_top_level_domains_emerging/

(25) Pool.com and Quintaris Receive 300,000 Pre-Registrations for new gTLDs in One Month

<http://www.domainpulse.com/2009/05/24/poolcom-and-quintaris-receive-300000-pre-registrations-for-new-gtlds-in-one-month/>

(26) New Top Level Domain Demand Still Elusive

<http://domainnamewire.com/2009/05/27/new-top-level-domain-demand-still-elusive/>

(27) ICANN's New gTLD Timetable: the Good, the Bad & the Ugly

http://www.circleid.com/posts/20090508_icanns_new_gtld_timetable_good_bad_ugly/

(28) New TLDs Need Sanity

<http://www.isquattedyour.eu/2009/05/05/new-tlds-need-sanity/>

(29) Editorial: Why I'm Opposed to New Top Level Domains

<http://domainnamewire.com/2009/05/28/editorial-why-im-opposed-to-new-top-level-domains/>

(30) Will ICANN Drop Its Biggest Revolutionary New Idea? Five Reasons

http://www.circleid.com/posts/will_icann_drop_its_biggest_revolutionary_new_idea/

(31) Battle Erupts Between Domain Registries and Registrars

<http://domainnamewire.com/2009/05/20/battle-erupts-between-domain-registries-and-registrars/>

(32) Public Comment: IRT Final Report on Trademark Protection in New gTLDs

<http://www.icann.org/en/announcements/announcement-4-29may09-en.htm>

[Les principales recommandations de l'IRT quant à la protection des marques dans les extensions contrôlées par l'ICANN sont, en anglais dans le texte :

- *IP Clearinghouse, Globally Protected Marks List and associated Rights Protection Mechanisms, and standardized pre-launch rights protection mechanisms;*
- *Uniform Rapid Suspension System;*
- *Post delegation dispute resolution mechanisms;*
- *Whois requirements for new TLDs; and*
- *Use of algorithm in string confusion review during initial evaluation.*”

Vie des extensions

AR (Argentine) : le registre argentin a mis en oeuvre des mesures originales contre le « domaining » en limitant à 200 le nombre de noms pouvant être déposés par un même titulaire (1, 2). L'objectif est apparemment plus dirigé contre le « squatting » au sens propre du terme que contre le second marché. Le registre souligne en effet que 25% des noms en .AR sont aujourd'hui déposés par 0.17% des titulaires, et que la plupart des noms de domaine les plus attractifs ont déjà enregistrés, ce qui gêne les nouveaux entrants sur internet. On peut néanmoins faire confiance aux professionnels pour trouver assez vite une parade efficace à cet obstacle inusité.

(1) NIC Argentina Tells Domainers - No More

<http://www.domainpulse.com/2009/05/24/nic-argentina-tells-domainers-no-more/>

(2) LIMITE EN EL REGISTRO DE NOMBRES DE DOMINIO

<http://www.nic.ar/resolucionlimite.pdf>

ASIA : d'après Mailclub.info (1), le registre du .ASIA aurait mis en place, depuis le 1^{er} mai, des mesures destinées à lutter contre le « domain tasting » (déposer un nom pour quelques jours, capter du trafic et le

monétiser, abandonner le nom, être remboursé de son prix, et recommencer). Cette information n'est pas rendue officielle sur le site du registre (2).

(1) Le .ASIA contre le "domain tasting"

http://www.mailclub.info/article.php3?id_article=1073

(2) Site officiel du .ASIA

<http://www.dot.asia>

CN (Chine) : un observateur mal informé pourrait croire, à lire certains textes du Quotidien du Peuple, que l'ICANN a d'ores et déjà créé une nouvelle extension en caractères chinois (1). Il n'en est rien... mais la promotion « au niveau national » de l'extension ".中国" qui désigne la Chine en Chinois n'en a pas moins débuté le 7 mai dernier. L'extension fonctionne d'ailleurs, dans le cadre de « l'intranet » chinois, en attendant sans doute d'être insérée dans la « racine » quand l'ICANN le voudra bien.

Souvent dénoncée comme origine de maintes attaques sur internet, la Chine en a subi une ce mois-ci (2). Plusieurs provinces ont souffert d'une attaque par déni de service distribuée. Une alerte ravit sans doute les partisans de la « cyber warfare » en Chine.

(1) Promotion of Chinese domain name ".中国 (China)" starts

<http://english.people.com.cn/90001/90781/90877/6654063.html>

(2) DNS attack temporarily cripples internet in parts of China

<http://www.domainpulse.com/2009/05/22/dns-attack-temporarily-cripples-internet-in-parts-of-china/>

CO (Colombie) : l'appel d'offres autour de la gestion technique du .CO a été officiellement lancé en mai. Les candidats ont jusqu'au 16 juin pour soumettre leurs réponses. Les autorités colombiennes recherchent un opérateur capable de gérer des millions de noms de domaine, ce qui laisse à penser soit qu'elles anticipent une explosion de l'internet en Colombie, soit que l'éventualité d'implémenter les « jokers » comme l'a fait le .CM n'est pas écartée...

(1) Management of .CO ccTLD Put Out to Tender

<http://www.domainpulse.com/2009/05/20/management-of-co-ccTLD-put-out-to-tender/>

CZ (République tchèque) : deux articles publiés ce mois-ci sur le site du registre tchèque montrent que celui-ci s'est décidé en faveur de DNSSEC. Cette solution visant à mieux sécuriser le DNS reste encore à l'étude au sein de nombreux registres que sa complexité de mise en œuvre inquiète. D'autres, comme le registre suédois, sont déjà passés à l'acte mais éprouvent quelques difficultés pour répandre DNSSEC au-delà d'eux-mêmes. Car si les registres sont des points de passage obligés, tous les opérateurs de serveurs DNS doivent adhérer à ce dispositif pour que celui-ci soit efficace.

(1) CZ.NIC is active in promoting DNSSEC all over the world - it joined the DNSSEC Industry Coalition

<http://www.nic.cz/page/647/cz.nic-is-active-in-promoting-dnssec-all-over-the-world---it-joined-the-dnssec-industry-coalition/>

(2) As a Presiding Country of the EU, the Czech Republic Supports the Expansion of the DNSSEC Technology

<http://www.nic.cz/page/648/as-a-presiding-country-of-the-eu-the-czech-republic-supports-the-expansion-of-the-dnssec-technology/>

DE (Allemagne) : le DENIC a annoncé (1) qu'il allait tester l'implémentation de DNSSEC en collaboration avec le BSI (*Bundesamt für Sicherheit in der Informationstechnik*).

(1) Initiative zu mehr Internet-Sicherheit

<http://www.denic.de/en/denic-in-dialog/news.html>

DK (Danemark) : le .DK a fêté son millionième nom de domaine début mai (1). Le rythme mensuel d'enregistrements en 2009 est de 8000 noms, contre 8400 en 2008.

(1) Denmark's ccTLD, .DK, Latest Member of One Million Registrations Club

<http://www.domainpulse.com/2009/05/11/denmarks-ccTLD-dk-latest-member-of-one-million-registrations-club/>

GAY : un nouveau projet d'extension sort du bois, le .GAY, destiné à la communauté gay dans le monde. Site officiel ici : <http://www.gaytld.com/>

HK (Hong-kong) : le registre du .HK a fortement communiqué le 21 mai (1) sur la « nouvelle image » du .HK, plus tourné vers les internautes jeunes et les PME, mais aussi plus sûr avec une réduction constante des cas de spamming et de phishing utilisant l'extension. Celle-ci s'était vue décerner, en 2008, le privilège douteux de figurer en bonne place dans la liste des extensions « les plus dangereuses au monde ». Le message a été bien entendu !

(1) HKIRC Announced New Branding for '.hk' Domain
https://www.hkdnr.hk/company_info/pressrelease.jsp?item=173

IE (Irlande): loin de la morosité liée à la crise, le registre irlandais affiche une belle santé (1). Le 1^{er} trimestre 2009 a ainsi été le meilleur de son histoire en termes d'enregistrements, avec 9781 nouveaux noms déposés sous .IE soit 28% d'augmentation par rapport à 2008. Le registre attribue cette évolution au fait que de plus en plus de TPE-PME développent leurs activités sur internet et choisissent de le faire en .IE.

(1) Record number of new .ie domain registrations in Q1 2009
<http://www.iedr.ie/NEWS/2009/News-20090513.php>

IN (Inde): le gouvernement indien a décidé (1) de créer un "NIR" (National Internet Registry) afin de promouvoir le déploiement d'IPv6 en Inde. Les NIR obtiennent leurs plages d'adresses auprès des « RIRs » (Regional Internet Registries) que sont APNIC en Asie-Pacifique, RIPE en Europe, ARIN en Amérique du nord etc. Les RIRs, NIRs et LIRs sont les organismes en charge de la gestion des adresses IP, comme le sont les registres d'extensions pour les noms de domaine.

(1) DoT wants control over India's internet registry
<http://www.dnaindia.com/report.asp?newsid=1253959>

INFO : Afiliias, registre du .INFO, a manifestement vécu comme un choc traumatique le fait de voir le .INFO cité parmi les extensions « les plus dangereuses de la planète » en 2008. Depuis un an, la société ne ménage aucun effort pour s'associer à des initiatives destinées à lutter contre le phishing ou le spamming. Des efforts payants, à tous les sens du terme, puisque le rapport 2009 de l'APWG indique qu'au cours du second semestre 2008 le « taux de dangerosité » du .INFO aurait été le plus faible de toutes les extensions génériques.

(1) New Report Shows .INFO Domain Safest from Phishing Attacks
<http://www.afiliias.info/news/2009/05/13/new-report-shows-info-domain-safest-phishing-attacks>

IS (Islande) : d'après un compteur récemment ajouté sur son site (1), le registre du .IS a tout récemment dépassé les 25 000 noms de domaine.

(1) Site officiel du registre islandais
<http://www.isnic.is/>

JP (Japon) : la traduction en anglais (1) du rapport annuel 2008 du registre japonais a été publiée le 25 mai. Il fait notamment mention du lancement d'un site de vulgarisation baptisé « JPRS100.jp » (2). Le JP a dépassé le million de noms de domaine en 2008, une fraction seulement (13%) étant des noms en caractères japonais, huit ans après le début de la commercialisation de ce type de noms. Ce chiffre tend à montrer que les IDN ne sont guère un succès au Japon, sans doute en partie parce que les annonceurs et utilisateurs recourent plus volontiers aux mots clés dans les moteurs de recherche.

(1) Translation of "JP Domain Name Registry Report 2008" Posted
<http://jprs.co.jp/en/topics/090525.html>

(2) Promotion of Understanding of JP Domain Names
<http://www.jprs100.jp>

KE (Kenya) : les acteurs de la communauté kenyane de l'Internet ont pris conscience lors de la dernière AG du KENIC (1) des implications d'une loi passée fin 2008/début 2009 précisant que le ou les gestionnaires des sous-extensions .CO.KE, .OR.KE etc. jusqu'à présent gérées par KENIC devraient souscrire, avant le 2 juin 2009, à une licence auprès de la Commission des Communications kenyanes. La proposition du KENIC, qui consisterait à créer une structure ad'hoc pour obtenir ces licences, est contestée par ceux qui craignent de voir la nouvelle structure s'approprier toute la valeur de KENIC. D'autres soulignent que l'intention du gouvernement étant sans doute d'ouvrir le marché, il est douteux que toutes les licences soient attribuées à une unique structure.

(1) Site du KENIC
<http://www.kenic.or.ke>

ME (Monténégro) : disparu dans la tourmente de la Grande Guerre, le Monténégro n'évoquait plus guère que l'image d'un roi moustachu et débonnaire apparaissant dans de vieux numéros de *l'Illustration*. La résurrection du pays dans le monde réel s'accompagne pourtant d'un grand succès dans le monde virtuel : le .ME, extension que l'on n'ose plus appeler locale, a fêté son 250 000^e nom en mai (1). Le titulaire de ce nom, JamesCrocker.me, est peut-être un lecteur fervent de *l'Illustration*, mais on peut parier avec plus de certitude sur le fait qu'il est nord-américain, à l'instar de plus de 70% des titulaires de .ME. Réfléchissant sur cet incontestable succès du .ME, un expert fournit quelques clés d'appréciation de la réussite d'une extension sur le long terme (2). Des critères que les porteurs de projets devraient s'approprier :

- « 1. Number of registrations and registrants after three years.
2. Percentage of Fortune 500 firms that have registered and are using the domain.
3. Percentage of domains registered that are developed.
4. Resale prices of domains after three years. (In other words, after the initial froth has subsided.)
5. Renewal rates 12 months and 24 months after launch.
6. Retail price of domains is at least \$5 (i.e., not giving away to boost numbers).”

(1) ME Domains Hit Quarter-Million Milestone

<http://www.nic.me/news.php?news=170>

(2) What Makes a Top Level Domain Successful?

<http://domainnamewire.com/2009/05/21/what-makes-a-top-level-domain-successful/>

NG (Nigeria) : mois historique pour le .NG, qui a été officiellement et techniquement transféré aux autorités gouvernementales locales le 13 mai (1). Cet événement met un terme à de longues années de dissensions autour du contrôle et de la gestion de l’extension locale. Les ambitions de la NIRA, nouveau registre, sont fortes : faire du .NG l’une des 20 premières extensions géographiques d’ici 2011. Un pari initié sous de bons auspices, puisque le .NG est la seconde extension africaine à s’être dotée du système EPP pour faciliter les interactions avec les grands registrars au niveau mondial.

(1) Nigeria: Govt Takes Control of Internet Domain Name

<http://allafrica.com/stories/200905181107.html>

NYC (New York City) : la société Hecta Media a annoncé (1) qu’elle allait investir dans le .NYC et dans le .ECO. Son métier de base est apparemment de gagner de l’argent au travers de liens publicitaires apportés par Google AdSense, Yahoo ou Microsoft. En somme, c’est une plate-forme de parking. Le fait qu’elle ait pris des parts dans ces projets en dit fort long sur leurs modèles économiques potentiels. Mais on peut s’interroger sur les chances de succès à long terme d’extensions « parkées »... Quant aux « jokers », ils sont source de confusion pour les utilisateurs et la perspective de les voir peut-être se multiplier sous les nouvelles extensions n’a rien de réjouissant.

Au sujet du .NYC aussi, un article intéressant (2) qui donne un aperçu de ce que va être la foire d’empoigne autour des nouvelles extensions. On y voit le créateur d’une compagnie relativement inconnue prétendre qu’il possède d’ores et déjà le .NYC, à l’égal du .SEX et de 116 autres extensions installées... sur sa propre racine alternative. Reste à décider si cette racine alternative privée fonde vraiment une antériorité d’usage...

(1) Hecta Media Invests in dotNYC, DotEco

<http://www.domainpulse.com/2009/05/27/hecta-media-invests-in-dotnyc-doteco/>

(2) Man Claims Rights to .NYC, .Movies, and More

<http://domainnamewire.com/2009/05/08/man-claims-rights-to-nyc-movies-and-more/>

PL (Pologne) : le registre polonais indique (1) qu’en avril 2009 la part des noms en .PL parkés s’élevait à 6.39%. Le marché est essentiellement réparti entre NameDrive (64%) et Sedo (36%). Le taux de renouvellement des .PL a été de 64.17% en avril, en légère réduction par rapport à mars.

(1) Statistiques .PL

<http://www.dns.pl/english/statistics.html>

PRO : l’ICANN a ouvert le 6 mai dernier un Appel à commentaires concernant la création de noms de domaine en 1, 2 et 3 caractères sous .PRO (1).

(1) Public Comment: Single, Two and Select Three Character Names in Dot-pro

<http://www.icann.org/en/announcements/announcement-2-06may09-en.htm>

TEL : le .TEL annonce (1) avoir franchi le seuil des 200 000 noms, performance spectaculaire quelques semaines après son lancement. On attend avec impatience de savoir par quels registrars les clients finaux sont passés. Ce contexte enthousiasmant au niveau mondial ne se rencontre apparemment pas en France, puisque l’un des plus fervents partisans français de l’extension s’est fendu d’une « Lettre ouverte aux anti-TEL qui ne savent pas de quoi ils parlent ». J’avoue avoir éprouvé des sentiments mitigés à la lecture de ce billet d’humeur : car si nombre des arguments alignés font mouche, j’ai plutôt tendance à être globalement en phase avec « ceux qui n’y connaissent rien »... et je n’arrive pas à me persuader que si des grands comptes boudent l’extension, c’est juste qu’ils sont plus bureaucratiques que ne le fut l’URSS. *Il y a peut-être une autre raison.*

(1) .Tel Hits 200,000 Registrations

<http://domainnamewire.com/2009/05/20/tel-hits-200000-registrations/>

(2) « Lettre ouverte aux anti-TEL qui ne savent pas de quoi ils parlent ».

<http://www.toutpointtel.fr/index.php/1237/lettre-ouverte-aux-anti-tel-qui-ne-savent-pas-de-quoi-ils-parlent>

TK (Tokelau) : une brève du registre du .TK a suscité la perplexité de David Goldstein, qui s'interroge (1) sur la réalité du chiffre de « 15 millions de .TK » annoncé par DotTK (s'il était vérifié, .TK passerait devant le .CN et le .DE). Il y a peut-être confusion dans le texte entre le nombre de noms de domaine et le nombre d'hôtes, mais indépendamment de cette exégèse j'aime bien la dernière phrase de la brève de David, qui tire la morale de l'histoire : « *News releases are meant to be creative, but there must be something meaningful about them.* »

Il ne faudrait pas grand-chose pour pouvoir transposer cette phrase au cas des nouvelles extensions sur lesquelles tant de cerveaux s'escriment en ce moment...

(1) Dot TK Claims 15 Million Registrations... Really?

<http://www.domainpulse.com/2009/05/11/dot-tk-claims-15-million-registrations-really/>

TRAVEL : le registre du .TRAVEL a soumis à l'ICANN (1), le 18 mai dernier, une requête pour avoir la possibilité de créer des noms de domaine en 1 ou 2 caractères et de les attribuer au moyen d'enchères.

(1) TRAVEL registry proposes to auction some one and two character domain names

<http://www.domainnamenews.com/up-to-the-minute/travel-registry-proposes-auction-character-domain-names/5142>

UK (Royaume-Uni) : Nominet a lancé le 6 mai un outil qui ravira les juristes parmi vous (1). Ce système permet en effet de faire des recherches parmi les décisions rendues sur les litiges portant sur des noms en .UK. Un flux RSS est disponible pour être alerté dès qu'une nouvelle décision est rendue publique. Nominet a aussi initié, le 21 mai, une consultation sur le modèle d'auto-régulation de l'industrie des noms de domaine en Grande-Bretagne. L'intervention des autorités publiques apparaît en filigrane derrière cette consultation, conséquence de mois particulièrement troublés dans les organes de gouvernance du registre britannique.

(1) Search DRS decisions

<http://www.nominet.org.uk/news/latest/?contentId=6429>

(2) Shape the future of the domain name industry in the UK

<http://www.nominet.org.uk/news/latest/?contentId=6503>

UM (United Micronations Multi-Oceanic Archipelago) : la science-fiction n'est pas étrangère à l'univers des noms de domaine, comme le prouve cet article émis par l'UMMOA (1) qui indique « avoir pris possession » de l'extension .UM après que celle-ci ait été formellement supprimée par l'ICANN sur instruction des Etats-unis (2). Cela fait penser à l'écrivain Jean Raspail, auto-proclamé consul général de Patagonie, ou au prétendant au « trône » du même « pays », qui se prétend le digne héritier d'Antoine de Tounens. Les « micro nations » sont une mode florissante aux USA et il ne fait aucun doute qu'elles vont toutes candidater – du moins celles qui pourront lever des fonds – à une extension digne de ce nom lorsque l'ICANN en ouvrira la possibilité. En attendant, il y a peut-être encore une fenêtre d'opportunité pour les audacieux qui voudraient convaincre le gouvernement d'Oulan-Bator que le .MN (Mongolie) pourrait devenir l'étendard virtuel de « micro nations » non moins virtuelles...

(1) Remembering the moment

<http://www.openpr.com/news/78651/Remembering-the-moment.html>

(2) Report on Revocation of the .UM Top-Level Domain (2007-01-10)

<http://www.iana.org/reports/2007/um-report-10jan2007.html>

YU (Yougoslavie) : le registre serbe indique que 4051 .YU ont été renouvelés une ultime fois pour perdurer jusqu'au 30 septembre 2009.

(1) Registration renewal for .YU domains has ended

<http://www.nic.rs/en/node/67?lang=en>

DNS News n°13 – Mai 1999

L'article de mai 1999 évoquait plusieurs thèmes. D'une part, la forte dynamique d'un « second marché » qui en était encore à ses tous premiers balbutiements. Sedo venait d'être créée (ou était en passe de l'être) et son nom ne disait rien à personne. Les ancêtres des « domainers » étaient le plus souvent des particuliers qui vivaient une période historique exceptionnelle comme un grand jeu, piochant les noms génériques en .COM à mesure que ceux-ci leur venaient à l'esprit, comme dans une mine de diamants à ciel ouvert.

D'autre part, la distinction essentielle à établir entre les cybersquatters et les « domainers », les « marchands ». On doit reconnaître que maints domainers ne faisaient pas beaucoup la différence eux-mêmes, face à des grandes marques qui paraissaient frappées d'hébété face à ces « pirates » d'un genre nouveau. Il était certes

irréaliste de parler d'une transition qui s'achèverait « dans quelques mois », puisqu'elle dure toujours. Mais on voit aujourd'hui que les deux activités tendent à se structurer fortement, les uns comme les autres étant passés au stade industriel où les dispositifs à mettre en place, et l'image de marque à faire valoir, contraignent à une certaine spécialisation.

Les grandes entreprises elles-mêmes ont fait du chemin, quittant le rôle ingrat de victimes pour devenir peut-être bientôt des partenaires ou des clientes des héritiers de ces personnages visionnaires et discrets qui, ayant déposé quelques milliers de noms génériques dans l'enthousiasme et l'inspiration du moment, se demandaient souvent ensuite comment les rentabiliser. La réponse allait tarder pendant quelques années. Google aussi était dans son enfance en 1999...

Pirates et marchands: à la conquête d'une nouvelle « Frontière »

Le Rapport final publié courant mai par l'OMPI (Organisation mondiale de la Propriété Intellectuelle) sur la manière de gérer les conflits entre Marques et Noms de domaines a placé une fois de plus la question des « cybersquatters » sous les feux de la rampe.

Il est vrai que ce terme de « cybersquatters » est évocateur: outre le parfum légèrement hollywoodien d'abordages menés le sabre entre les dents, on croit rêver lorsqu'on découvre que les victimes de ces « hardis » aventuriers font partie des plus prestigieuses sociétés de la planète.

Mais la véritable source de la fascination que ces « pirates » exercent sur le public est qu'ils lui font toucher du doigt l'une des « Frontières » ouvertes par l'Internet, c'est-à-dire un point très précis où « l'ordre » prévalant dans le « monde réel » n'existe plus ou, à tout le moins, ne s'exerce plus avec la même force. A cette remise en question brutale des structures de pouvoir traditionnelles s'ajoutent naturellement les sommes mirobolantes encaissées par quelques internautes chanceux ou ayant eu le nez creux - le tout dernier cas étant « wallstreet.com », vendu aux enchères pour un million de dollars.

Dans ce monde méconnu parce que semi-clandestin, il faut pourtant établir une distinction essentielle entre les « pirates » et les « marchands ». Ces deux types d'acteurs n'ont absolument pas les mêmes attitudes face aux noms de domaines. Pourquoi? Notamment parce qu'ils ne font pas partie de la même « strate » historique.

Un certain nombre de personnages agissent successivement lors de la découverte d'un nouveau monde. Tout d'abord viennent les aventuriers, qui ont peu de choses à perdre et tout à gagner. Souvent en rupture de ban avec l'ordre ancien, ils ouvrent des perspectives et préparent la voie à leurs successeurs. A leur suite viennent les prêtres, qui cherchent à établir dans le Nouveau-Monde la Cité céleste rêvée par leurs religions respectives, puis les marchands, attirés par les riches profits réalisés par les plus chanceux des aventuriers ; enfin seulement viennent les tenants de l'Ordre, soldats et colons.

En ce qui concerne les Noms de domaines en particulier et l'internet en général, nous sommes clairement en train de vivre une période de transition - elle durera encore quelques mois - entre l'âge héroïque des « aventuriers » et l'installation de l'Ordre. Les « soldats » sont les avocats et les juges ; les « colons », les sociétés qui s'aventurent, de plus en plus nombreuses, sur l'internet pour pratiquer le commerce électronique. Restent les « marchands », trop souvent confondus avec les « pirates ».

Distinction toute en nuances peut-être, mais cruciale: le « marchand » respecte la loi, et ne nuit à personne dans l'exercice de ses activités. Loin de s'attaquer à des sociétés prestigieuses en leur « volant » leurs noms, il a acquis des noms de domaines génériques (des mots usuels de la langue, tel que « voitures » ou « velos ») et cherche à les revendre à un acheteur intéressé par ces noms. La prime est bien sûr au premier arrivé, à celui qui aura eu le plus de flair, et la chance de pouvoir s'enrichir d'un nom particulièrement précieux. Le monde du négoce fonctionne sur ces principes depuis ses origines et il serait vain de lui en faire le reproche.

C'est pourquoi je reste dubitatif lorsque des communiqués triomphants prédisent la fin du « cybersquatting » en mettant visiblement pirates et marchands dans le même panier. Eradiquer les pirates est certainement une bonne chose, encore qu'en voulant supprimer un mal on puisse en créer d'autres, et je pense notamment aux inévitables restrictions des libertés individuelles véhiculées par la mise en place d'un système légal un peu trop favorable aux détenteurs de marques. Mais il ne faudrait pas non plus « tuer » les marchands en même temps que leurs cousins *outlaws*, car ils n'ont pas fini de jouer leur rôle. Ils détiennent très souvent des noms précieux et génériques qui pourraient être utilisés avec intérêt par des entrepreneurs souhaitant développer de grands projets. Mieux encore, ils protègent ces noms contre une utilisation abusive ou malsaine.

Le rôle du « marchand de noms » pourrait donc s'apparenter à terme à celui d'un courtier classique: conseiller, intermédiaire, partenaire parfois, il est à même d'enrichir de ses avis les projets de ses clients, parce qu'il a lui-même, souvent, songé à ce qu'il pourrait faire avec ses noms s'il développait des sites.

Pourtant, le marché des noms de domaines reste encore émergent, et sera confronté dans l'avenir à deux phénomènes parallèles: la raréfaction des noms « uniques » tels que « wallstreet.com », et le fonds de commerce

quasi illimité que représente la création de nouveaux noms, par le biais de combinaisons originales: « wallstreetnews.com » pour un journal d'informations boursières, etc.

Après avoir connu un certain essor aux Etats-Unis en 1996 et 1997, le marché des noms de domaines s'est essoufflé en 1998. Un certain nombre de sites ont disparu, et quelques apprentis-sorciers se sont lassés en constatant qu'ils n'avaient pas tiré le bon numéro. Mais à cette phase de « ruée vers l'or » va nécessairement succéder la mise en place d'un marché aux acteurs bien identifiés, avec ses règles et ses pratiques - cette mise en place passant par la suppression des pratiques illicites de « piraterie ».